

pathie profonde qui ne cessa de régner depuis lors entre M. Guizot et M. Thiers. Quoiqu'il en soit, ce dernier resta maître du terrain, et, le 22 février 1836, un nouveau conseil se composa, sous sa présidence, de MM. Sauzet, de Montalivet, Passy, Pelet, d'Argout, le maréchal Maison et l'amiral Duperré. M. Thiers eut le porte-feuille des affaires étrangères.

Ce ministère, dans lequel le roi se flattait de rencontrer plus de docilité, se trouva dès son début en face de complications extérieures assez graves. Les trois puissances du nord avaient fait brusquement occuper, au mépris des traités, la république indépendante de Cracovie. Mais leur diplomatie mit tant d'adresse à pallier cet acte de brutalité, que Louis-Philippe et ses ministres fermèrent les yeux, et l'Angleterre, privée du concours de la France, se vit réduite à une impuissante et stérile improbation. L'alliance anglaise éprouva bientôt un échec plus sérieux encore. Lord Palmerston, ministre des affaires étrangères, aspirait avec ardeur à faire expulser de l'Espagne don Carlos, frère de Ferdinand VII, dont l'avènement au trône eût compromis gravement l'influence britannique dans ce malheureux pays. Il pressa avec chaleur le gouvernement français de coopérer à l'extinction de la guerre civile, en vertu du traité de la quadruple alliance, par l'occupation du Passage de Fontarabie et de la vallée de Bastan. Mais les conséquences européennes d'une démonstration aussi directe ne pouvaient échapper à la clairvoyance de Louis-Philippe, et le général Sébastiani, qui avait remplacé M. de Talleyrand dans l'ambassade de Londres, eut ordre de répondre par un refus formel. L'irritation personnelle de lord Palmerston contre la Cour des Tuileries s'accrut de cette résistance, et le cabinet français commença à prêter une oreille complaisante aux agaceries périlleuses des Cours du nord, qui, dans un esprit de commune inimitié, n'aspiraient qu'à